



© Léa Crespi

« L'interview »  
avec Nicolas  
Baverez,  
éditorialiste  
pour Les Échos,  
Le Monde  
et Le Point.

**1983**  
Agrégé de  
sciences  
économiques  
et sociales (et  
élève de l'ENS)

**1986**  
Docteur en  
histoire (et  
élève de l'ENA)

**1993**  
Conseiller  
de Philippe  
Seguin, président  
de l'Assemblée  
nationale

**1995**  
Directeur de la  
communication et  
du développement  
chez FIMALAC

**1998**  
Avocat à la Cour  
de Paris

## SORTIE DE CRISE : CAP SUR L'INDUSTRIE

Économiste et historien, mais aussi essayiste et avocat, Nicolas Baverez cherche à analyser les grandes transformations qui bouleversent le système mondial, le capitalisme devenu universel depuis la chute du mur de Berlin, et la démocratie. Son dernier livre, *Après le déluge*<sup>1</sup>, se présente comme une interprétation de la crise de mondialisation et une tentative d'en décrire les issues. Il nous livre aujourd'hui ses réflexions sur le maintien d'une industrie forte dans les économies modernes.

En sa qualité de grand groupe d'envergure mondiale, Safran cherche à inscrire son action dans un contexte économique, social et politique international complexe et changeant. Toutes ces perspectives doivent être prises en compte par le Groupe pour poursuivre sa stratégie gagnante et prendre les meilleures décisions en matière d'investissement, d'implantations et de choix commerciaux et industriels. Cette démarche guide l'action du Groupe, elle lui fournit les indicateurs nécessaires à sa compréhension des enjeux, elle le force sans cesse à anticiper le cours de l'Histoire industrielle.

Cette réflexion, Safran la construit en observant son environnement et en s'appuyant sur des analystes, économistes, historiens etc.

**SAFRAN magazine : Comme l'ensemble des économistes, vous voyez dans la bulle financière la cause majeure de la crise qui nous frappe aujourd'hui. Néanmoins, la récession aurait-elle aussi des origines plus profondes ?**

**Nicolas Baverez :** La crise de la mondialisation est née de trois causes principales : une politique monétaire accommodante des États-Unis qui a encouragé l'endettement des ménages et des entreprises ; la mise en place d'une cascade de bulles financières sur les actifs ; les déséquilibres structurels des flux de biens et de capitaux, encouragés par l'anarchie du marché des changes. Les bulles qui se sont propagées de l'immobilier à l'ensemble du crédit puis aux matières premières ont éclaté pour provoquer une gigantesque déflation par la dette. D'où la défaillance du système bancaire qui, du fait de la mondialisation, a engendré une crise économique mondiale via l'effondrement de la demande et le blo-

cage du crédit à l'automne 2008. Conséquence : une récession sans précédent depuis les années 1930, la multiplication des faillites et une vague de suppressions d'emplois (8,4 millions de postes aux États-Unis). Deux secteurs ont été particulièrement touchés : la construction et l'industrie. En France, l'ajustement en 2008 a été très violent pour l'industrie avec une chute de plus de 15 % de la production et de 30 % de l'investissement manufacturier. Le secteur secondaire a subi fortement ces difficultés en supportant 42 % des pertes totales d'emploi alors que ce même secteur ne représente que 11 % des salariés.

La crise a mis en évidence des évolutions profondes et durables : ralentissement des pays développés dont la croissance, limitée à 1,5 % au cours de la décennie 2000 contre 3,4 % pour le monde et 6 % pour les pays émergents, plafonnera à 1 % au cours des années 2010. Découplage entre les États-Unis, qui font le choix de la dévaluation et de l'inflation pour préserver la croissance – supérieure à 3 % en 2010 – et l'emploi (162 000 créations de postes en février), et l'Europe, pénalisée par le vieillissement, le surendettement et la sous-compétitivité. Diver-

**30 %**

C'est la diminution de l'investissement manufacturier en France en 2008.

« L'investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche et le soutien à l'industrie sont deux clés de la croissance et de l'emploi en Europe. »

**Nicolas Baverez**

<sup>1</sup> Nicolas Baverez, *Après le déluge. La grande crise de la mondialisation*, Paris, Perrin, 2009.



« L'industrie est la clé pour la reprise durable... » Safran a ainsi investi 300 millions d'euros dans ses sites en 2009. Ci-dessus, l'intérieur d'une nouvelle usine dédiée aux moteurs d'hélicoptères, à Bordes.

gence économique au sein de la zone euro entre l'Allemagne qui a rétabli la compétitivité de son industrie grâce aux réformes de l'Agenda 2010 et les autres nations. Tensions entre les banques et les entreprises non financières.

#### Quelles ont été les réponses concrètes de nos économies au regard de ces bouleversements ?

**N. B. :** Les pouvoirs publics ont tiré les leçons des crises du XX<sup>e</sup> siècle et répondu efficacement au choc déflationniste en sauvant les banques, en soutenant l'activité par des plans de relance et en contenant les tentations protectionnistes. Mais ces politiques, en dépit de la création du G20, sont restées essentiellement nationales et ne permettent pas de répondre aux défis de la sortie de crise : coordonner les stratégies monétaires et budgétaires pour éviter tout retour à la déflation ; réindustrialiser le monde développé ; réguler le secteur financier ; réduire les déséquilibres structurels de la mondialisation. Autrement dit, si la gestion de crise a été efficace, évitant une nouvelle crise des années 1930, la stratégie de sortie de crise reste largement à inventer.

Le point le plus crucial concerne l'évolution du

modèle économique de la mondialisation qui voyait coexister des pays s'endettant massivement pour consommer et importer (États-Unis, Royaume-Uni, Espagne, Irlande) et des nations épargnant pour investir et exporter, à l'image de la Chine, de l'Allemagne, du Japon et de la Corée du Sud. La crise a ainsi considérablement creusé les écarts de croissance (1 % en Europe et 2 % aux États-Unis contre 10,5 % en Chine, 8 % en Inde et 6 % au Brésil) et ce d'autant que le Sud – Chine en tête – a mis à profit le trou d'air des pays développés pour placer ses champions en position de leadership dans de multiples secteurs d'activité et pour prendre le contrôle de nombre d'actifs stratégiques, de sources d'énergie et de matières premières.

Il ne fait pas de doute que les relais de croissance pour le XXI<sup>e</sup> siècle sont à chercher dans le basculement des pays émergents vers la consommation de masse, dans les industries vertes et dans l'économie de la connaissance.

Le rééquilibrage indispensable à ces nouveaux moteurs de croissance passe par la normalisation des économies émergentes – notamment la convertibilité du yuan en Chine – et par la création d'une protection sociale permettant de libérer la consommation en faisant baisser l'épargne

au Sud. Parallèlement, les pays du Nord doivent impérativement retrouver le sens de la production, de l'investissement et de l'innovation en réindustrialisant.

#### La place de l'industrie resterait-elle déterminante, même pour les pays dont l'économie est qualifiée de « post-industrielle » ?

**N. B. :** L'industrie est pour les pays développés la clé d'une reprise durable mais surtout d'un repositionnement dans la mondialisation. Pour retrouver le chemin d'une croissance pérenne et du plein emploi, il faut innover et pour cela il faut produire car on ne trouve que pour autant que l'on fabrique. L'Allemagne, qui est aujourd'hui le pays développé le mieux positionné pour la reprise du fait de la force de son industrie, en est un excellent exemple.

Cette réalité impose une réorientation majeure des politiques économiques. La politique monétaire ne peut plus prétendre avoir le monopole du pilotage de l'activité ; elle devra être articulée avec des stratégies budgétaires, fiscales et industrielles. Les marchés de changes ne peuvent plus être abandonnés à eux-mêmes sauf à courir le risque de mesures protectionnistes. La lutte contre l'inflation ne peut ignorer le prix des actifs et les bulles spéculatives. L'investissement productif et l'emploi marchand doivent se voir accorder la priorité. Les talents et l'épargne de long terme doivent être réorientés vers les entreprises industrielles et notamment vers les PME innovantes.

#### Quelle position l'Europe devrait-elle alors adopter dans ce contexte ?

**N. B. :** L'Europe est aujourd'hui menacée non seulement d'une « stagdéflation » à la japonaise mais de se voir évincée de la mondialisation en se trouvant ravalée en position secondaire, loin derrière le G2 composé des États-Unis et de la Chine, mais aussi derrière l'Inde et le Brésil, voire l'Indonésie, le Mexique et l'Afrique du Sud. Sa croissance potentielle décline rapidement, de même que sa place dans les échanges commerciaux mondiaux (38 à 12 % des exportations vers la Chine et l'Inde depuis 1975). Sa dette publique atteindra 100 % du PIB en 2012. La zone euro a montré à l'occasion de la crise grecque qu'elle ne disposait ni des institutions ni des règles qui lui permettaient de gérer un choc interne ou externe. Surtout, l'Europe s'est dotée d'un ensemble de procédures et de normes (monétaires, financières, juridiques notamment dans le domaine de la concurrence, comptables, sociales, environnementales...) qui ne favorise pas la production et l'innovation.

→ ROSS MCINNES



Safran, membre du directoire, Affaires économiques et financières

#### « Investir pour préparer l'avenir »

Dans le contexte économique que nous connaissons, le groupe Safran résiste bien et ses résultats en témoignent. Pour Safran, la feuille de route consiste à investir dans son appareil de production, comme nous l'avons fait en 2009 avec des investissements de 300 millions d'euros qui nous ont permis de moderniser nos sites de production existants mais également de développer de nouvelles implantations en France et à

l'international. Tous ces investissements obéissent à une logique d'ensemble. Une part importante de nos ventes s'effectuant en dollar américain, c'est une nécessité pour le Groupe d'investir en zone dollar pour réduire les coûts des produits destinés à l'exportation. Cependant, nous faisons en sorte de conserver nos compétences de recherche et savoir-faire technologiques dans nos sites historiques. Il faut enfin

préciser que la politique d'investissement de Safran s'inscrit dans un positionnement en phase avec le gouvernement français, au travers notamment du Fonds stratégique d'investissement, qui permet de soutenir les fonds propres des sous-traitants (cf. les programmes Aérofund). De même, le « Grand Emprunt » est un stimulant pour l'industrie aéronautique en France. La structure de notre industrie étant très transversale du fait des nombreux partenariats, des effets positifs seront ressentis au-delà du périmètre de Safran, notamment dans la préparation de l'avenir (avec des organismes de recherche comme l'Onera ou le CNRS et les partenaires de l'enseignement supérieur).

L'Europe se trouve clairement à un tournant de son histoire, qui met en jeu sa capacité à se remettre en question et se réinventer. Soit la logique des replis nationaux et du malthusianisme économique s'impose définitivement et elle sortira de l'économie après être sortie de l'Histoire. Soit elle se relance, ce qui implique un gouvernement économique de la zone euro associé à une solidarité et une discipline budgétaires, une révision des statuts et de la doctrine de la banque centrale, une priorité accordée à la compétitivité du continent avec la mise en œuvre effective de la stratégie de Lisbonne, restée lettre morte depuis 10 ans. Accélération de l'intégration économique, mobilité des hommes et des capitaux, investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche, soutien à l'industrie sont les clés de la croissance et de l'emploi en Europe, et donc de l'avenir du continent à l'âge de l'histoire universelle qui caractérise le XXI<sup>e</sup> siècle. ■